

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 St Etienne

St Etienne, le 11/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AQUARIUM DU CHÂTEAU de BOUTHEON**

Rue Mathieu de Bourbon  
42160 Andrézieux-Bouthéon

Code AIOT : 0006114109

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement AQUARIUM DU CHÂTEAU de BOUTHEON implanté Rue Mathieu de Bourbon 42160 Andrézieux-Bouthéon. L'inspection a été annoncée le 16/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AQUARIUM DU CHÂTEAU de BOUTHEON
- Rue Mathieu de Bourbon 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0006114109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Aquariums d'eau douce et un bassin d'eau salée implanté dans les caves du Château d'Andrézieux-Bouthéon et ouvert au public pour visite.

Les espèces présentées sont toutes endémiques du fleuve Loire.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|---|--|-----------------------|
| 4  | Impacte sur l'Environnement | Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7.1 | Demande d'action corrective  |                       |
| 6  | Impact sur l'Environnement  | Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7.4 | Demande de justificatif à l'exploitant   |                       |
| 8  | Dangers                     | Arrêté Préfectoral du                         | Demande de justificatif à  | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|-----------------------|
|    |                   | 14/01/2010, article 9.1                       | l'exploitant, Demande d'action corrective  |                       |
| 9  | Risque incendie   | Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 9.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|----------------------------|---|-------------------|
| 1  | Organisation générale      | Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4   | Sans objet        |
| 2  | Rejets aqueux              | Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65  | Sans objet        |
| 3  | Organisation générale      | Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 4   | Sans objet        |
| 5  | Impact sur l'Environnement | Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7.2 | Sans objet        |
| 7  | Impact sur l'Environnement | Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7.5 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des anomalies ont été mises en évidence au niveau des chaudières gaz, des installations électriques et au niveau du Système de Sécurité Incendie (SSI). La prise en compte de ces anomalies revêt un caractère d'urgence du fait du classement ERP du site.

L'analyse des rejets aqueux doit être réalisée et les résultats intégrés dans l'outil GIDAF.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Organisation générale

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Certificat de capacité  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.</p> <p>Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.</p> <p>Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.</p> |
| <p><b>Constats :</b> La surveillance est dévolue à Monsieur Fabrice FRANÇON, aquariologiste et capacitaire qui occupe son poste à temps complet au sein de l'établissement.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## N° 2 : Rejets aqueux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques écologiques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eaux provenant des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.<br>Toutefois, des dérogations à ces dispositions peuvent être données par le préfet notamment si les milieux aquatiques n'hébergent que des animaux d'espèces indigènes prélevés régulièrement dans la zone où sont rejetées les eaux et en l'absence de risques sanitaires. |
| <b>Constats :</b> Les rejets d'eaux provenant des aquariums ne font pas l'objet d'un assainissement particulier mais ils sont dirigés vers la station d'épuration communale sans rejet direct au milieu.<br><br>Les aquariums n'hébergent que des poissons d'espèces endémiques du fleuve Loire. Il n'y a donc pas de risques sanitaires particuliers.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## N° 3 : Organisation générale

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Règlement intérieur  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Tout changement de responsable des animaux doit faire l'objet d'une déclaration auprès des Services Préfectoraux dans le mois qui suit la prise en charge de l'établissement. L'effectif du personnel est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Un organigramme fonctionnel et hiérarchique est tenu à la disposition des agents de l'administration en charge du contrôle.<br>La liste des titulaires de certificats de capacité est tenue à la disposition des agents de l'administration en charge du contrôle. L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe du présent arrêté |
| <b>Constats :</b> Seul Monsieur Fabrice FRANÇON est capacitaire sur la structure.<br>Des fiches de procédure précisent les actions à menées en chaque point stratégique.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## N° 4 : Impacte sur l'Environnement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 71   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation d'eau  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement est uniquement alimenté par le réseau collectif d'eau potable pour les installations sanitaires, la restauration et les aquariums. La consommation d'eau annuelle est estimée à 680 m <sup>3</sup> par an hors activités connexes. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau dans le respect du bien être animal. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'établissement ICPE (aquariums) est alimenté par le réseau collectif d'eau potable pour les installations sanitaires, la restauration et les aquariums.<br>La consommation d'eau annuelle est estimée entre 250 à 300 m <sup>3</sup> par an<br>Un sous-compteur spécifique pour les aquariums est présent sans relève systématique.   |

|   |
|---|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| Mettre en place un relevé des consommations d'eau au niveau du sous compteur " aquariums" afin d'avoir une consommation annualisée pour connaître et analyser les variations saisonnières voir mettre en évidence d'éventuelles fuites. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |

#### N° 5 : Impact sur l'Environnement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet d'eau   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux usées de l'exploitation, les eaux vannes des sanitaires et les eaux pluviales seront rejetées directement dans le réseau communal. Les réseaux de collecte sont de types séparatifs.</p> <p>Les canalisations de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être correctement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts est établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, datés et conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées</p> |
| <p><b>Constats :</b> Les réseaux de collecte sont bien de types séparatifs.</p> <p>Un plan général des réseaux est fourni à l'inspection.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 6 : Impact sur l'Environnement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés.  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de matières flottantes ;</li> <li>- de produits susceptibles de dégager en égouts ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;</li> <li>- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul> <p>Leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>Les eaux résiduaires de l'exploitation rejetées dans le réseau devront respecter les valeurs de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MEST : (110) 600 mg/l de concentration maximum ; cf arrêté du 02/02/1998</li> <li>- DBO5 : (6) 800 mg/l de concentration maximum ;</li> <li>- DCO : (120) 2000 mg/l de concentration maximum ;</li> <li>- Azote global : 150 mg/l de concentration maximum ;</li> <li>- Phosphore total : 50 mg/l de concentration maximum ;</li> <li>- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l de concentration maximum.</li> </ul> <p>Le rapport DCO/DBO5 est inférieur à 3.</p> <p>Le respect des prescriptions citées ci-dessus fera l'objet d'un contrôle annuel. Les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tout rejet de solvant halogéné est interdit à l'égout public.</p> <p>Les effluents de l'établissement sont exempts d'espèces animales et végétales susceptibles de vivre dans le milieu extérieur.</p> |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b> D'après les dernières analyses de 2023 les différentes VLE sont respectées.<br/> Les prélèvements sont effectués à partir d'un échantillonnage représentatif des volumes rejetés par chaque aquarium (proratisation).<br/> Les résultats ne sont pas saisis sous l'outil GIDAF.<br/> Pas d'analyse en 2024 car dans l'attente de la nouvelle convention avec Saint-Étienne Métropole (convention signée fin 2024).</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Faire réaliser les analyses au titre de 2025 et saisir les résultats via l'outil Gidaf.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |

#### N° 7 : Impact sur l'Environnement

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7.5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvements d'échantillons et des points de mesure.<br/> L'accès aux points de mesure ou prélèvements est convenablement aménagé pour faciliter les opérations de prélèvement.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Existence de différents points de prélèvements d'échantillons sur les canalisations de rejet d'eau des aquariums.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 8 : Dangers

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 9.1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou tout appareillage conditionnant la sécurité est maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.<br/> Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, ...) L'exploitant s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.<br/> Les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenus en bon état ; elles sont contrôlées tous les 3 ans par un technicien compétent.</p>    |
| <p><b>Constats :</b> Les installations électriques et le matériel électrique utilisés sont appropriés.<br/> Il n'est pas prévu d'alimentation électrique de secours ou de remplacement mais un système d'alarme prévient le responsable en cas de coupure.<br/> D'après le capacitaire, les aquariums peuvent rester sans alimentation électrique plusieurs jours.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les installations au gaz ont été vérifiées le 06/05/2025 (Bureau Véritas) :</li> </ul> <p>3 anomalies identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- porte du coffret d'arrêt en façade</li> <li>- fuite vanne en façade</li> <li>- fuite vanne en chaufferie</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les installations électriques ont été vérifiées le 06/05/2025 (Bureau Véritas) :</li> </ul> <p>- 6 anomalies détectées</p> |

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Faire réaliser les travaux nécessaires à la levée des 3 anomalies relevées pour les installations aux gaz et les 6 anomalies électriques.<br><br>Transmettre les justificatifs des interventions à l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 9 : Risque incendie**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 9.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement dispose de moyens adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. S'il s'agit d'extincteurs, ceux-ci font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Présence d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et d'un poteau incendie à proximité de l'entrée principale.<br>Vérification des extincteurs faite le 19/08/2024 (AED Sécurité incendie)<br>Vérification Système Sécurité Incendie (SSI) par Bureau Véritas le 25/03/2024 :<br>3 anomalies documentaires, 1 anomalie de formation et 1 anomalie sur les cabines d'ascenseurs dans l'aile sud. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Justifier à l'inspection de la prise en compte de l'ensemble des anomalies identifiées.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |